

## ***Nous ne pourrons nous faire entendre que par nos luttes***

**La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Bardella a immédiatement proclamé que Barnier serait sous l'étroite surveillance de son parti. Cette dépendance volontaire ne date pas d'hier : la loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite et Macron multiplie les clins d'œil idéologiques au RN. Barnier a tout pour plaire au RN : par le passé, il s'est opposé à la dépénalisation de l'homosexualité, au remboursement de l'avortement par la Sécu, au Pacs... Et maintenant il ne cesse de s'en prendre à l'immigration. Cerise sur le gâteau : le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur du patronat, qui a négocié un Brexit sur mesure pour les milieux financiers et s'est prononcé pour la retraite à 65 ans !**

### **Un front républicain qui désarme nos luttes et renforce au final l'extrême droite**

Les dirigeants du Nouveau Front populaire ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Macron a volontiers accepté ces voix de gauche, qui ont permis de limiter ses pertes en députés. Mais qui pouvait imaginer que cela l'engagerait en quoi que ce soit ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées, après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites...

La dissolution provoquée par Macron a ouvert une crise politique que les partis de gauche qui réclament aujourd'hui une cohabitation avec lui contribuent à maintenir sur le plan institutionnel et parlementaire, sans danger pour les intérêts des possédants. Ils dénoncent comme un « coup de force » le fait qu'une Assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Seule l'extrême droite peut profiter de ce cirque.

### **Mettre notre colère au service d'un programme de lutte**

Suite à la nomination de Barnier, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, ont manifesté dans de nombreuses villes de France, exprimant leur écœurement mais aussi leur colère. De quoi nous montrer la voie à suivre : pas question d'attendre les prochaines élections, ce n'est pas à

l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de manifestants affirment sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient l'extrême droite et son racisme déchaîné. Nous sommes bien plus nombreux que ceux que nous combattons, patrons et gouvernants !

### **Ces objectifs ne pourront être atteints que par nos mobilisations**

Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive.

L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1<sup>er</sup> octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

## **Une honte de plus**

Pour organiser les Jeux olympiques, le gouvernement n'a pas hésité à chasser la population pauvre de Paris et déloger y compris les étudiants. Dans certaines régions où la flamme est passée, les ARS ont demandé que les patients hospitalisés n'aient pas le droit de sortir des unités. Cela en dit long sur leur conception de la maladie mentale et sur leur mépris.

## **Les chaises vides**

Les hôpitaux sont à la dérive. Les services fonctionnent comme ils peuvent. Le CHN ne fait pas exception. Cet été, les chaises musicales ont plutôt bien fonctionné, au point que certains agents n'ont pas travaillé une seule journée dans leur propre unité. Cela a été le cas pour certaines ASH notamment. Des unités en extra ont dû fermer de façon séquentielle. Quant aux patients, le manque de personnel fait que beaucoup de sorties ont été annulées, les enfermant toujours plus dans leurs unités. Mais le bien-être des agents et des patients ne préoccupe pas ceux qui nous gouvernent.

## **Recrutement difficile**

Ce qui ne manque pas à l'hôpital, ce sont les appels à candidature. Il n'y a pas une journée où la direction n'a pas publié un appel pour embaucher une aide soignante, une psychologue... même les services techniques et les cuisines ont fait l'objet d'une recherche de personnel, à tel point qu'on se demande s'il reste encore du monde sur le CHN. Bientôt une note de service pour nous dire que la direction cherche un Premier ministre ?

## **Les conséquences du manque de personnel**

À la MAS, le personnel se fait encore plus rare que dans les autres unités. Impossible de répondre à tous les besoins des patients. Moins d'activités, plus de tension. Du coup plus d'agressivité et c'est encore nos collègues qui en paient le prix.

## **À quand l'évaluation des responsables ?**

Les évaluations ont été de mise au mois de juin et juillet. Avez-vous été un salarié exemplaire ? Êtes-vous expert dans votre domaine ?... Bref, le grand simulacre des évaluations. Mais quand on voit comment les hôpitaux ont été gérés ces vingt dernières années et le résultat aujourd'hui, pas de quoi pavoiser pour les directeurs, les ARS et les différents gouvernements de droite comme de gauche. Ils méritent tous le zéro pointé !

## **Panique à l'hôpital**

Le 12 août, une canalisation s'est rompue à Rochelez-Beaupré, du coup, plus d'eau à l'hôpital. La direction a dû mettre en place le plan blanc et faire venir une citerne sur les lieux pour les usages les plus essentiels, les WC... Heureusement, la situation est vite revenue à la normale. Reste que pour s'hydrater on n'aurait pas été contre une petite bière.

## **Un manque de personnel criant**

Suite à un manque de personnel, le foyer du Colombier a dû fermer tous les week-ends du mois d'août et, pour ceux qui restent, les plannings ont été modifiés des dizaines de fois. Nous avons demandé des renforts, ce qui aurait été possible, mais la direction ne l'a pas fait. Marre de cette situation qui dégrade nos conditions et impacte lourdement la prise en charge des patients.

## **Une direction incompétente**

Le bâtiment des Magnolias a dû être désamianté. Aucune mesure de protection n'a été mise en place et tout le monde pouvait y accéder. Interpellée sur le sujet, la direction a mis la faute sur l'entreprise et a demandé aux services techniques d'y remédier. Elle promet de faire plus attention désormais lorsqu'elle fera un appel d'offres. Peut-être comme pour les pavillons d'admission et leurs multiples malfaçons ?

## **La déportation ne fera pas taire les Kanak**

Cela fait deux mois et demi que l'État français retient dans des prisons de métropole sept leaders de la contestation en Nouvelle-Calédonie. Une incarcération à 17 000 kilomètres de leur famille, contraire au droit européen. La répression féroce du pouvoir et des milices coloniales a fait officiellement onze morts, des centaines de blessés et des sanctions pénales disproportionnées. La détermination des manifestants ne faiblit pas pour autant : le mouvement a obtenu que le projet de modification des élections soit mis de côté et les actions de blocage continuent.

## **État d'Israël assassin, Macron complice**

Un rapport du gouvernement révèle que la France a livré 30 millions d'euros d'armes à Israël en 2023. Le gouvernement refuse toujours de dire si certaines livraisons ont eu lieu après le début de la guerre à Gaza. Déjà en avril dernier, onze ONG avaient attaqué l'État en justice et réclamaient une suspension immédiate des licences d'exportation d'armement vers l'État hébreu, en raison du risque d'utilisation contre les civils à Gaza. Le gouvernement n'a rien répondu et continue d'armer Israël.